

Décembre 2018

# Cerro de Pasco ou le prix démesuré de l'exploitation minière

**Mots-clés : Ressources naturelles - Droits humains - Environnement - Entreprises - Pérou - Amérique latine - Société civile**

**Lors d'une mission de terrain au Pérou en décembre 2018, la Commission Justice et Paix a pu, avec le soutien des ONG Red Muqui<sup>1</sup> et Labor<sup>2</sup>, constater les effets de l'exploitation minière sur l'environnement, la santé et le quotidien de la population locale. Le cas de Cerro de Pasco, considérée comme la capitale minière du Pérou, montre toutes les limites d'un extractivisme intensif où l'Etat et les entreprises déclinent toute responsabilité. Analyse.**

## Une mine gargantuesque...

Depuis sa découverte au début du XVI<sup>ème</sup> siècle, Cerro de Pasco représente un des plus importants gisements d'argent au monde. Surnommée « cité royale des mines » en 1639 par les Espagnols, puis « capitale minière du Pérou » en 1960 par les péruviens, Cerro de Pasco constitue aujourd'hui encore un centre minier très important d'argent, de zinc et de plomb<sup>3</sup>. Capitale de la région de Pasco, la ville se situe à 295 kilomètres de Lima et à plus de 4 330 mètres d'altitude.

La ville se caractérise par une mine à ciel ouvert qui s'étend sur plus de 2 kilomètres et atteint près de 400 mètres de profondeur en son centre, rognant et menaçant directement les habitations qui se trouvent parfois à seulement quelques mètres de distance. Ses 90 000 habitants sont répartis en trois quartiers : Chaupimarca au sud, Yanacancha au nord et Simón Bolívar au centre.

Le site minier est exploité depuis plus de 400 ans, tout d'abord artisanalement, puis plus intensivement et de manière industrielle depuis 100 ans. Plusieurs entreprises s'y sont succédé : l'entreprise américaine Cerro de Pasco Cooper Corporation a acheté le site en

1901 puis l'a revendu en 1976 à Centromin Perú, entreprise péruvienne publique privatisée dans les années 90. Le site appartient désormais à Volcán, entreprise péruvienne dont la majorité des actions sont détenues depuis 2017 par Glencore. Suite à la chute des prix des métaux en 2013, les activités minières ont diminué. Mais avec la remontée du prix du zinc et de l'argent, celles-ci ont repris avec de nouvelles structures, notamment une usine de traitement des montagnes de déchets miniers qui contiennent encore des minerais exploitables<sup>4</sup>.

*Glencore est une multinationale anglo-suisse. Avec environ 150 sites miniers et métallurgiques, actifs de production pétrolière et installations agricoles, Glencore est l'un des plus grands producteurs de matières premières. L'entreprise détient des mines dans le monde entier, y compris dans plusieurs pays d'Amérique latine (au Chili, en Bolivie, en Argentine, en Colombie et au Pérou). Selon les informations publiées par Glencore avant la vente de ses actions en 2011, l'entreprise contrôlait 60% du marché mondial du zinc, 50% du cuivre, 45% du plomb, 38% de l'alumine et 28% du charbon thermique<sup>5</sup>. Notons que l'entreprise est régulièrement au cœur de scandales, notamment de corruption, pollution et d'évasion fiscale<sup>6</sup>.*

<sup>1</sup> <http://www.muqui.org/>.

<sup>2</sup> <http://www.laborpascooperu.org.pe/>.

<sup>3</sup> En 2016, les réserves de Cerro de Pasco étaient estimées à 27 millions de tonnes et les ressources à 134 millions de tonnes : <https://www.volcan.com.pe/wp-content/uploads/2018/04/Annual-Report-2016.pdf?x68331>.

<sup>4</sup> En 2016, 233 000 tonnes de minerais stockés ont été traités à l'usine Paragsha-San Expedito. Ce sont ainsi pas moins de 2 300 tonnes de zinc, 900 tonnes de plomb et 100 000 onces d'argent qui ont été produits de cette manière. <https://www.volcan.com.pe/wp-content/uploads/2018/04/Annual-Report-2016.pdf?x68331>. Mais ces chiffres sont en augmentation. En 2017, l'usine aurait dépassé sa capacité initiale de 2 500 tonnes par jour : <https://im-mining.com/2018/03/05/volcan-ups-production-peru-flsmidth-thickeners/>.

<sup>5</sup> <https://www.aljazeera.com/indepth/features/2011/05/20115723149852120.html>.

<sup>6</sup> Voir par exemple Global Witness, Une mauvaise année pour Glencore : <https://www.globalwitness.org/en/blog/une-mauvaise-ann%C3%A9e-pour-glencore/>.

## ...aux conséquences désastreuses pour l'environnement...

Cerro de Pasco est considérée comme une des villes aux conditions de vie les plus difficiles, non seulement à cause de l'altitude et du climat, mais surtout à cause des effets négatifs et irréversibles de l'exploitation minière. En effet, celle-ci a des conséquences terribles pour l'environnement et la santé de la population aux alentours.

Les deux lagunes Quiulacocha et Yanamate près de Cerro Pasco symbolisent bien la catastrophe écologique provoquée par l'extraction minière dans la région. Ces zones naturelles, essentielles à l'équilibre de l'écosystème andin, ont été polluées par les eaux usées de l'usine de traitement des minerais<sup>7</sup>. Les métaux lourds - l'arsenic, le cadmium, le chrome, le cuivre, le fer, le manganèse, le plomb et le zinc - trouvés dans l'eau sont supérieurs aux normes nationales et internationales. Le fer, le manganèse et le zinc par exemple dépassent respectivement approximativement les limites de 6000, 2200 et 197 fois leur niveau de garde, au-dessus duquel il y a des dommages à l'environnement et des risques pour la santé<sup>8</sup>. Elisabeth Perez, la représentante de l'ONG Labor que nous avons rencontrée nous a expliqué que « l'eau est devenue très acide (avec un pH respectif de 2.5 et 1.7, soit 50 000 fois plus acide que le pH neutre). La vie aquatique a ainsi disparu et la biodiversité reste très affectée. Les rives des lagunes ne disposent d'ailleurs d'aucune barrière ou mesure de sécurité pour les hommes et les animaux. Et le petit bâtiment construit sur la rive de la lagune, censé traiter les eaux, n'est pas fonctionnel. Il n'existe donc actuellement aucun système de traitement ni de canalisation des eaux ».

<sup>7</sup> La production de minerais requiert l'utilisation de produits chimiques tels que l'arsenic, le cyanure et le mercure pour séparer le métal de la roche.

<sup>8</sup> Estudios en Poblaciones Afectadas por Metales Pesados en Pasco, Centro de Cultura Popular Labor, <http://www.laborpasco.org.pe/images/adjuntos/Estudios%20Cerro%20de%20Pasco.pdf>.

Le bassin des fleuves Tingo, San Juan (du pont Yurahuanca au lac Chinchaycocha à Junín) et la partie inférieure du bassin de la rivière Huallaga présentent tous des niveaux élevés de pollution. La vie de centaines de milliers de personnes dépend ainsi de ces fleuves pollués à la source. Les activités minières d'autres mines (El Brocal, Atacocha, etc.) aux environs aggravent encore la situation<sup>9</sup>. La présence d'éléments toxiques et cancérigènes y est très préoccupante, notamment en raison de l'utilisation de ces eaux tant pour l'agriculture et le bétail qu'à des fins domestiques. Ceci explique d'ailleurs que l'élevage ait drastiquement diminué, aussi bien quantitativement (d'environ 30 à 35%) que qualitativement (les animaux sont plus maigres et malades). La population souffre ainsi d'insécurité alimentaire ainsi que d'un stress hydrique<sup>10</sup> à certains endroits (à Cerro de Pasco par exemple l'eau est rationnée à une heure par jour).

Rappelons que l'eau, ressource naturelle vitale, est mal répartie au Pérou. En effet, environ 97,7% de l'eau qui naît dans la Cordillère des Andes va vers l'Amazonie, tandis que seulement 1,7% va vers la côte<sup>11</sup>. Ces sources d'eau sont donc précieuses.

Enfin, les personnes rencontrées témoignent des difficultés croissantes liées au changement climatique. Selon Alberto Maurizio, Trésorier de la municipalité de Quiulacocha « Alors qu'avant il y avait de l'eau partout, la région souffre désormais de sécheresse et du froid. Une partie de la population n'a ainsi pas d'autre choix que de migrer vers d'autres villes (par exemple à Huancayo). »

**Les droits à un environnement sain, à une eau potable et en quantité suffisante, à une alimentation saine et sans substance toxique, pourtant fondamentaux, sont donc clairement violés à Cerro de Pasco et dans la région.** L'ONG italienne Source International, qui a mené des études dans la ville, n'hésite d'ailleurs pas à qualifier la

<sup>9</sup> Estudios en Poblaciones Afectadas por Metales Pesados en Pasco, Centro de Cultura Popular Labor.

<sup>10</sup> C'est-à-dire que la demande dépasse la quantité d'eau disponible ou que la mauvaise qualité de l'eau en limite l'usage.

<sup>11</sup> Source : Universidad Agraria de la Molina.

situation de crime environnemental, de crime contre les ressources naturelles selon la Loi péruvienne n° 29263 et de crime contre l'humanité<sup>12</sup>.

*Les **passifs environnementaux** sont les résidus d'une activité extractive qui constituent un risque permanent ou potentiel pour la santé humaine et l'environnement. Selon le Vice-ministre de l'énergie et des mines péruvien, il y a actuellement plus de 8 000 passifs environnementaux miniers et plus de 3 500 en hydrocarbures au Pérou<sup>13</sup>. Il est donc urgent de déterminer qui est responsable de leur traitement.*

## ... et pour la population locale

Les habitants de la région sont exposés aux métaux lourds à travers l'eau qu'ils utilisent, les aliments qu'ils consomment, mais aussi à travers l'air qu'ils respirent car de fines particules provenant des terrils de déchets miniers non protégés sont transportées par le vent. Ils souffrent ainsi de graves problèmes de santé. Bien que visibles depuis des décennies, ceux-ci n'ont été abordés qu'à partir de 1996. Avant cela, les entreprises démentaient tout lien avec l'exploitation minière, invoquant un manque de preuves irréfutables. Depuis, des analyses de sang et de cheveux ont régulièrement été réalisées, démontrant clairement la présence de plus de dix métaux lourds également bien au-delà des taux autorisés par les réglementations nationales et internationales.

Les dernières analyses réalisées en 2016 et 2017 par l'ONG Source International montrent que 100% des enfants du village de Paragsha ont une forte concentration de plomb dans le sang. 97% d'entre eux présentent du manganèse et 96 % de l'aluminium au-dessus

<sup>12</sup><https://www.source-international.org/wp-content/uploads/2017/10/doc-Cerro-de-Pasco-2017.pdf>.

<sup>13</sup><https://peru21.pe/economia/peru-hay-8-000-pasivos-ambientales-mineros-minem-414706>.

<sup>14</sup> Estudios en Poblaciones Afectadas por Metales Pesados en Pasco, Centro de Cultura Popular Labor.

des normes de référence. 92% ont des niveaux extrêmement élevés de chrome et de fer, ainsi que d'arsenic (86%). 43,9 % ont du thallium au-dessus des niveaux de référence et un plus faible pourcentage ont du mercure (13,4 %), du bore (6,1 %), du béryllium (2,4 %) <sup>14</sup>.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les métaux lourds peuvent causer de nombreuses maladies, telles que des lésions rénales et osseuses, des problèmes de développement, des troubles neurocomportementaux, des problèmes respiratoires et digestifs, voire des cancers <sup>15</sup>.

Les niveaux élevés de mercure et de plomb dans le sang sont également la cause de nombreux problèmes psychophysiques, associés à des états dépressifs, à l'anxiété et à une augmentation des cas de suicide. Ceci peut expliquer que 28% des personnes interrogées à Cerro de Pasco témoignent de pensées suicidaires <sup>16</sup>.

*Les habitants de Cerro de Pasco, les autorités locales et les ONG dénoncent depuis deux décennies les impacts négatifs de l'exploitation minière. Pour sensibiliser l'opinion publique et obtenir une prise en charge de l'État, ils ont réalisé en septembre 2015, une « marche à pied du sacrifice » de 15 jours depuis Cerro de Pasco jusqu'à Lima. En juin 2017, face à l'absence de réponse efficace du gouvernement central, plusieurs dirigeants et habitants, dont 32 enfants, se sont enchaînés pendant 10 jours aux grilles du Ministère de la Santé (MINSA) à Lima. Aujourd'hui, la population est divisée entre résignation et colère.*

## Qui est responsable ?

Selon les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme, « les États ont l'obligation de protéger

<sup>15</sup>

<http://www.euro.who.int/fr/publications/abstracts/health-risks-of-heavy-metals-from-long-range-transboundary-air-pollution-2007>.

<sup>16</sup> Estudios en Poblaciones Afectadas por Metales Pesados en Pasco, Centro de Cultura Popular Labor.

lorsque des tiers, y compris des entreprises, portent atteinte aux droits de l'homme sur leur territoire et/ou sous leur juridiction. Cela exige l'adoption de mesures appropriées pour empêcher ces atteintes, et lorsqu'elles se produisent, enquêter à leur sujet, en punir les auteurs, et les réparer par le biais de politiques, de lois, de règles et de procédures judiciaires.<sup>17</sup> »

La responsabilité de l'État péruvien est d'autant plus engagée qu'il a exploité pendant deux décennies (des années 70 à 90) le site minier à travers l'entreprise publique péruvienne Centromin. Par ailleurs, lors du rachat du site, l'entreprise Volcán n'aurait repris que l'actif industriel et non le passif environnemental laissé par Centromin<sup>18</sup>. L'État était et reste donc responsable des mesures d'assainissement nécessaires et de la réparation pour les victimes.

Bien qu'il ait déclaré l'état d'urgence pendant six mois en 2012 et élaboré un plan d'action, une évaluation réalisée en 2015 a révélé que moins de 10% des activités prévues avaient été réalisées. Face à la pression citoyenne, des accords ont été conclus en 2015 mais, encore une fois, moins de 20% de ce qui avait été promis a été réalisé. La promesse de canaliser l'eau n'a par exemple jamais été tenue. Le gouvernement a, au contraire, constamment cherché à se soustraire à ses obligations en relativisant la situation et les problèmes de santé rencontrés à Cerro de Pasco.

Malgré la publication de nombreuses études scientifiques, la lutte de la population et des autorités locales, les contaminations de l'eau, de l'air et du sol persistent en toute impunité. Il convient d'ailleurs de souligner que l'État reste particulièrement passif face aux violations des entreprises. Souhaitant encourager le développement du secteur minier, faciliter le commerce et attirer les investissements, l'État démontre plutôt une attitude complaisante en faveur des entreprises. Depuis 2013, il a même cédé aux critiques et à la pression des

compagnies minières en affaiblissant les règles environnementales.

## Et les entreprises dans tout ça ?

Depuis plus de 100 ans, les entreprises minières se succèdent sans qu'aucune ne prenne les précautions nécessaires ni ne répare les violations commises.

Selon les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'Homme, les entreprises doivent faire preuve de « diligence raisonnable » en matière de droits de l'homme, c'est-à-dire « identifier et évaluer toutes les incidences négatives effectives ou potentielles sur les droits de l'homme dans lesquelles elles peuvent avoir une part soit par le biais de leurs propres activités ou du fait de leurs relations commerciales ». Pourtant, ceci est rarement le cas. Au contraire, dans les sites que nous avons visités, nous avons régulièrement constaté des pratiques peu morales, voire illégales des entreprises. Il arrive par exemple fréquemment que les entreprises trichent lors de contrôles environnementaux, fassent de fausses promesses, achètent ou même trompent la population qui n'est pas consultée au préalable. Près de Junin par exemple, l'entreprise a même menti et fait signer un contrat aux habitants qu'elle a par la suite modifié, faisant croire qu'ils avaient autorisé les activités minières.

L'État devrait donc mener des enquêtes pour clarifier les responsabilités des entreprises et déterminer les actions à prendre.

**Cruz Pampa ou l'alternative à la mine** : Les habitants de Cruz Pampa, près de Huancayo, ont été approchés il y a dix ans par une entreprise minière qui souhaitait exploiter le phosphate présent dans leurs terres. Comme souvent, l'entreprise a fait de belles promesses

<sup>17</sup> Principes directeurs relatifs aux entreprises et les droits de l'Homme, [https://www.ohchr.org/documents/publications/guidingprinciplesbusinesshr\\_fr.pdf](https://www.ohchr.org/documents/publications/guidingprinciplesbusinesshr_fr.pdf).

<sup>18</sup> Justice et Paix, Les coûts irréversibles de l'exploitation minière industrielle. Le cas de Cerro

de Pasco au Pérou, [http://www.justicepaix.be/IMG/pdf/2011\\_Analyse\\_Les\\_couts\\_irreversibles\\_de\\_l\\_exploitation\\_minier\\_e\\_industrielle.pdf](http://www.justicepaix.be/IMG/pdf/2011_Analyse_Les_couts_irreversibles_de_l_exploitation_minier_e_industrielle.pdf).

*et offert des cadeaux. Mais après concertation, les habitants ont décidé de refuser l'offre car, selon eux « l'entreprise donne de l'argent mais on ne se nourrit pas d'argent ». Conscients des impacts négatifs de la mine et de la raréfaction des ressources naturelles, notamment de l'eau, ils ont décidé à la place de se tourner vers un projet d'agriculture et de reforestation soutenu par Caritas. Le pin a été choisi comme arbre car, en plus de grandir rapidement et de fournir du bois, il améliore l'écosystème en captant l'eau dans le sol. Comme dit Luis, le Président de la communauté, « Ici on est tranquille. Il n'y a pas de violence mais un air pur, un mode de pensée sain. La communauté est la preuve que la mine n'est pas la seule alternative, comme ils veulent le faire croire ».*

## Quel futur pouvons-nous espérer ?

L'exploitation minière est un secteur pilier de l'économie du Pérou, représentant environ 10% du PIB et environ 62% de la valeur totale des exportations<sup>19</sup>. Mais elle est également source de nombreux conflits sociaux - près de 200 actuellement, dont 123 socio-environnementaux<sup>20</sup>. Il est donc urgent que le gouvernement améliore la gouvernance du secteur extractif et identifie clairement les responsabilités des différentes parties prenantes.

La « vision minière 2030 » qu'il est en train de développer avec 31 représentants de l'État, de la société civile, du secteur privé et du monde universitaire a pour objectif de fournir une feuille de route pour parvenir à une exploitation minière durable, inclusive et génératrice de développement économique. Par ailleurs, comme prévu dans le Plan National pour les droits de l'Homme 2018-2021, le Ministère de la Justice est également en train de développer avec la société civile un Plan d'Action National entreprises et droits humains. Celui-ci devrait

être présenté en décembre 2019. Espérons maintenant que ces mesures seront assez ambitieuses et surtout appliquées pour garantir une exploitation des minerais plus respectueuse de l'environnement et des droits des populations. Il faudra en tout cas attendre l'année prochaine pour en juger.

A un niveau plus global, le cas de Cerro de Pasco, bien qu'à l'autre bout du monde, doit nous faire réfléchir à notre mode de développement et de consommation. Actuellement, notre société ne peut se passer des minerais. Ils sont omniprésents dans notre quotidien. Mais en tant que consommateurs, nous ne pouvons ignorer le coût humain et environnemental de leur production. Au contraire, à travers une consommation plus raisonnée et responsable, nous pouvons avoir un impact sur ce qui se passe ailleurs.

Auteure :  
Agathe Smyth

<sup>19</sup><https://elcomercio.pe/economia/peru/mineria-peruana-represento-alrededor-10-pbi-2017-noticia-522403>.

<sup>20</sup>Defensoría del Pueblo,  
<https://www.defensoria.gob.pe/wp-content/uploads/2018/11/Conflictos-Sociales-N%C2%B0-176-October-2018.pdf>.

